Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine

99-1 | 2011

Processus de migration dans les régions de montagne, et en particulier dans les Alpes

---

Stratégies contre le déclin des zones périphériques

La compensation des désavantages des sites économiques (causés par une politique métropolitaine unilatérale) et les processus participatifs comme chances pour la politique régionale dans l'espace alpin.

Martin Boesch, Erich Renner et Dominik Siegrist

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rga/1386>

DOI : 10.4000/rga.1386

ISSN : 1760-7426

Traduction(s) :

Strategies for preventing the decline of peripheral areas - URL : <https://journals.openedition.org/rga/1396> [en]

Éditeur :

Association pour la diffusion de la recherche alpine, UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Référence électronique

Martin Boesch, Erich Renner et Dominik Siegrist, « Stratégies contre le déclin des zones périphériques », *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine* [En ligne], 99-1 | 2011, mis en ligne le 01 juillet 2012, consulté le 08 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rga/1386> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rga.1386>

Ce document a été généré automatiquement le 8 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International - CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Stratégies contre le déclin des zones périphériques

La compensation des désavantages des sites économiques (causés par une politique métropolitaine unilatérale) et les processus participatifs comme chances pour la politique régionale dans l'espace alpin.

Martin Boesch, Erich Renner et Dominik Siegrist

Conditions structurelles générales

Un paradoxe empirique

- 1 Les chiffres parlent d'eux-mêmes, mais que nous disent-ils ? Le Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) de la Suisse constate un éloignement croissant entre centres et périphéries (RegioSuisse, 2010/16), alors qu'au même moment, le Groupement suisse pour les régions de montagne SAB souligne une croissance de la population dans les régions de montagne supérieure à la moyenne suisse (SAB, 2010).
- 2 Comment deux observateurs peuvent-ils arriver à des constatations aussi divergentes ? Ou autrement dit : qui a raison ? La réponse à cette question est aussi simple que bien connue : Les deux ! Et ainsi disparaît également le paradoxe, à savoir : si l'on fait des constatations à grande échelle à propos de l'ensemble des régions de montagne ou même de tout l'espace alpin (selon la Convention alpine), on constate des indicateurs de développement positifs au cours des 30 dernières années. Cependant si l'on considère des données à petite échelle, comme l'a fait Bätzing sur le plan communal (Bätzing/Dickhörner, 2001), l'on observe une image en forme de mosaïque qui montre des tendances opposées : ici, forte croissance (par exemple en Haute Engadine ou à Grenoble) ; là, stagnation ou même déclin de la zone. Selon le point de vue ou l'utilisation, il est donc possible de faire ressortir un résultat positif ou négatif.

Forces motrices

- 3 Une comparaison de l'histoire du peuplement des Alpes (considérons par exemple la migration des Walser) avec les tendances démographiques actuelles, pourrait amener à la conclusion qu'après une époque d'immigration, une période d'exode a commencé.
- 4 Cette considération superficielle n'est cependant que peu révélatrice. Si nous observons par contre les rapports entre la démographie et les structures spatiales, nous constatons rapidement qu'au cours de la première immigration, les êtres humains vraisemblablement motivés par une pression démographique ou une pénurie de ressources dans leurs contrées d'origine, vinrent tout d'abord puis construisirent ensuite leurs infrastructures (Bundi, 1989). Aujourd'hui en revanche, cette causalité fonctionne de manière renversée : dans les zones moins attractives, on dissout les infrastructures et les sites de production, ou alors pour le moins on ne les développe pas au même rythme que dans les métropoles. Ainsi même la mise à disposition d'investissements pour remplacer les pertes courantes substantielles n'est pas une méthode efficace dans un environnement hautement dynamique, mais contribue plutôt à un ralentissement du processus d'érosion (Siegrist et al., 2009). Un écart d'attractivité entre les différentes zones habitables apparaît en faveur des centres, qui a pour conséquence un « surpeuplement » des périphéries. C'est le cas quand un chômage visible ou masqué, ou encore un décalage démographique vers le troisième âge poussent la population active à l'exode.
- 5 Pourquoi les infrastructures et les sites de production ne sont-ils pas consolidés et développés partout de la même manière ? La réponse à cette question centrale dans la discussion de la convergence/divergence se trouve sans doute avant tout dans le comportement des investisseurs ; c'est effectivement dans les investissements que l'on retrouve l'un des moteurs principaux du développement régional. Il est important de souligner que, de nos jours, le secteur public est soumis à des exigences d'épargne et de rationalisation et doit, de ce fait, se comporter de la même manière qu'une entreprise privée. Ceci signifie n'investir que là où un gain rapide ou pour le moins un rendement adapté peut être obtenu et où le risque économique pour l'investisseur est faible. Le secteur public réagit également ainsi lorsqu'il souhaite que ses investissements lui rapportent un profit adéquat, par exemple grâce à un nombre suffisant de passagers dans les transports publics ou d'élèves par classe dans les écoles.

Ecart d'attractivité

- 6 La question portant sur les raisons de cette évolution divergente n'est cependant pas encore résolue. Pourquoi cette attractivité –en termes de pouvoir d'attraction pour les investissements de toutes sortes, privés et publics, financiers, matériels, institutionnels– est-elle jugée si différemment ? Pourquoi les emplacements sont-ils évalués de manière si distincte ?
- 7 Les causes viennent en grande partie des exigences actuelles par rapport à la productivité des emplacements, en tout cas en ce qui concerne les emplacements pour des entreprises de production. Mais les zones régénératrices, c'est-à-dire les zones d'habitation, de repos, de formation ou de culture, sont évaluées de la même façon. Les emplacements demandés aujourd'hui sont ceux qui sont facilement accessibles et qui possèdent des segments de marché assez grands permettant des économies d'échelle

ainsi que des possibilités de contacts et de communication, susceptibles de générer ainsi des coopérations et des flux d'information de grande qualité (Frey, 2008)¹. De plus, il est très probable que les exigences décrites ici aient fortement augmenté au cours des dernières années et continueront de croître à l'avenir. Ces tendances sont le résultat des interdépendances toujours plus intenses des processus de production qui requièrent obligatoirement une mobilité accrue et diversifiée. La concurrence de plus en plus exacerbée renforce encore cet état de fait. Des développements similaires se constatent également dans le domaine régénératif, par exemple au travers de la mise à disposition d'offres touristiques dans des sites économiques toujours plus grands (désignées comme destinations), ou au travers d'événements sportifs ou récréatifs de taille toujours plus gigantesques, qui conduisent inéluctablement à une sélection des emplacements².

- 8 Toutes ces tendances se renforcent mutuellement, étant donné que ces activités doivent être constamment intégrées dans des processus d'optimisation et de décision les moins coûteux possibles. Un système de ville d'envergure métropolitaine est aujourd'hui la condition de base nécessaire pour le succès économique d'un emplacement, tout comme il est également la condition de base pour attirer et conserver une population croissante, jeune et dynamique. La conclusion inverse est également valable : plus les mises en valeur sont sommaires et plus les structures sociales sont morcelées, plus la tendance à l'exode et au vieillissement de la population est grande. Dans ce débat, il est important de s'intéresser également à la question des coûts de la densification et des seuils de saturation (Boesch, 1996). Les processus de développement à long terme sont d'une part générés par la cohabitation de telles différences d'attractivité et de processus de polarisation et d'autre part par des processus de saturation et de compensation. En résulte-t-il une convergence ou une divergence des structures spatiales ? Les zones métropolitaines et les périphéries se rapprochent-elles ou s'éloignent-elles ?

Espoir relatif aux processus de convergence ?

- 9 La réponse de la théorie prédominante à la question du développement des systèmes économiques (et sociaux) régionaux, est un oui clair en faveur de la convergence. Cette position s'appuie sur la thèse steady-state de Solow et sur la convergence des conditions d'échange d'après Heckscher-Ohlin (Gärtner, 2009). Bien que cette théorie ait été relativisée, aussi bien théoriquement qu'empiriquement (Barro/Sala-i-Martin, 1995), elle se perpétue obstinément comme palliatif bon marché dans la discussion actuelle sur la politique régionale. L'élément principal de cette critique fondamentale est la nouvelle théorie de la croissance, qui donne très justement un rôle central à la transformation technologique (Barro/Sala-i-Martin, 2004). Ici, le terme « transformation technologique » ne comprend pas uniquement le progrès technique (abstrait) mais également les manifestations concrètes qui en découlent : compétence et savoir-faire, structures de connaissance et infrastructures modernes en capital humain et matériel. Ces formes de capital sont plus ou moins existantes et disponibles selon les régions, et elles doivent être constamment mises à jour. De tels investissements ne sont effectués que lorsque ils promettent un succès économique. De ce fait ils n'ont lieu que dans des emplacements « rentables », c'est-à-dire comme exposé plus haut dans des zones structurellement privilégiées. Alors que l'hypothèse steady-state présuppose une technologie stationnaire et ubiquitaire, cette condition

préalable n'est plus remplie dans une époque faite de transformations rapides. Ainsi la théorie de la convergence s'écroule comme un château de cartes. Le défi actuel d'une politique régionale efficace est apporter une réponse cohérente à cette critique. Mais comment des conditions structurelles différentes peuvent-elles être compensées ? Et comment les forces motrices se laissent-elles contrôler ?

Dans quelle direction évolue la politique régionale actuelle ?

Concepts actuels et stratégies : l'exemple de la Suisse

- 10 Les concepts et stratégies actuels pour le développement régional et la politique régionale se différencient des concepts de développement du développement régional endogène des années 1980 et 1990. A l'époque, ceux-ci poursuivaient comme but principal la diminution de l'écart entre le centre et la périphérie. En tant que concepts alternatifs et dans le contexte des tendances de développement dominées par les centres, ces approches qui privilégiaient des stratégies d'innovation induites localement se sont révélées trop faibles. De ce fait, beaucoup de régions rurales et de montagne touristiques n'arrivent plus à avoir assez de forces économiques pour poursuivre un développement durable et cohérent. L'une des conséquences de cette évolution est un dépeuplement grandissant des régions de montagne (Regiosuisse, 2010).
- 11 Simultanément, des représentants de la société civile et de la politique voient dans la « durabilité » un principe directeur des efforts de développement futurs. Les pays des Alpes et l'Union Européenne ont inscrit des postulats comparables dans la « Convention alpine » (Hasslacher, 2000). En effet le concept de la durabilité devrait spécialement bien s'intégrer dans la politique régionale alpine du fait des structures spécifiques, de la situation initiale et des conditions générales des régions de montagne. Ainsi, de nouveaux champs d'action pourraient s'ensuivre pour contrer l'exode des populations des régions de montagne (Boesch et al., 2009 ; Siegrist et al., 2010).
- 12 Les racines de la politique régionale remontent au début des années 1970. Au travers de la constitution de régions de développement et de la promotion de projets d'infrastructure, la Confédération s'opposa à la dépopulation des zones de montagne. La loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne en constitua la base. Dans les régions où l'économie était structurée de manière unilatérale, la Confédération tenta de soutenir le changement structurel économique au travers de mesures d'encouragement d'entreprises individuelles, au titre de l'« arrêté Bonny ». Ces instruments de politique régionale furent adaptés au fil du temps et complétés par de nouvelles mesures. C'est ainsi que furent lancés le programme « Interreg » pour la coopération transfrontalière et le programme « Regio Plus », instituant une aide à l'évolution structurelle en milieu rural³.
- 13 Ces instruments de politique régionale traditionnels perdirent de leur efficacité avec le temps. De plus l'instrument se transforma visiblement en un recueil de réalisations qui devaient régler des problèmes distincts dans des lieux caractérisés par, chacun avec des règles et des instances différentes. Si cette politique régionale a bien réussi à augmenter l'attractivité résidentielle, elle n'a pas pu améliorer l'attrait économique et

la compétitivité des régions de montagne. Le manque de d'emplois devint le facteur majeur de difficultés.

- 14 C'est dans ce contexte qu'une nouvelle conception et la concentration de la politique régionale sur ses missions principales se sont imposées. Les instruments de l'ancienne politique régionale ne furent pas intégrés dans la nouvelle orientation. La loi fédérale du 25 juin 1976 encourageant l'octroi de cautionnements et de contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne⁴ et la loi fédérale sur l'encouragement du secteur de l'hébergement du 20 juin 2003 sont encore en vigueur. La situation est la même pour la loi fédérale du 10 octobre 1997 encourageant l'innovation et la coopération dans le domaine du tourisme (InnoTour).

La Nouvelle politique régionale

- 15 L'évaluation de l'ancienne politique régionale en Suisse révéla que cette dernière eut un effet important de compensation dans le domaine de l'infrastructure et encouragea grandement la collaboration à l'intérieur des régions. Cependant son approche stratégique et ses instruments n'étaient plus adaptés aux nouveaux défis posés par la compétition globale entre les sites économiques, parce qu'ils ne permettaient pas de soutenir la compétitivité internationale de la Suisse (Expertenkommission, 2003). Le 1er janvier 2008 la « Nouvelle politique régionale » entra donc en vigueur⁵. La Confédération et les cantons soutenaient ainsi les régions de montagne, les autres espaces ruraux et les régions frontalières de la Suisse dans un objectif de dépassement des transformations structurelles en cours. Ceci afin d'améliorer les conditions préalables des sites économiques pour les activités entrepreneuriales et d'encourager durablement les innovations, la création de valeur et la compétitivité. La Nouvelle politique régionale tente ainsi de contribuer à la performance de l'économie, la création et le maintien d'emplois dans les régions ciblées au contraire n'étant rien de plus qu'un effet secondaire –tout à fait bienvenu.
- 16 La Nouvelle politique régionale de la Suisse fait l'objet d'une direction plus fortement orientée vers l'économie que la politique antérieure. Son objet n'est plus la conciliation entre les régions, le maintien de l'occupation décentralisée du territoire et ainsi la lutte contre l'exode des régions de montagne, mais plutôt la promotion des centres économiques. Elle ne cherche plus à renforcer les régions de montagne en premier lieu, mais doit renforcer la place économique suisse dans son ensemble, dans le cadre de l'économie mondiale. Les villes et les agglomérations des Alpes (centres des périphéries) doivent également en profiter (Frey, 2008).
- 17 Ses attentes reposent sur le fait que les périphéries des régions de montagne (les « périphéries des périphéries ») pourraient également profiter du renforcement des centres –espoir qui ne s'est pour le moment pas réalisé. Au contraire, la perception des régions excentrées comme sans valeur économique s'est intensifiée au cours des dernières années, ce qui leur a valu l'appellation peu flatteuse de « terrain vague alpin » (Diener et al., 2005).
- 18 Dans la discussion actuelle à propos de la politique régionale en Suisse, il est possible d'identifier trois positions principales, représentatives du débat général relatif à la politique économique :
  - 1/ Une position radicalement centrée sur le marché, qui souhaiterait orienter la politique régionale en direction des centres économiquement forts. Cette position

relègue en arrière plan l'énonciation d'une perspective sociale et écologique pour les régions excentrées. Le postulat classique de la conciliation entre centres et périphéries n'est plus un but central de la politique régionale (Frey, 2008). Une contribution (possiblement involontaire) à l'ancrage de cette position est fourni par Diener et al. (2005) avec leur « portrait urbanistique de la Suisse », dans lequel les auteurs contestent la viabilité des régions de montagne périphériques.

2/ Une position conciliatrice, qui place au centre l'équilibre entre le respect du paysage et la création de richesse grâce à celui-ci. Cette position élaborée sur la base des résultats du programme de recherche national NFP 48 « paysages et habitats des Alpes » promeut une valorisation renforcée du paysage, mais également une coopération accrue entre les villes et les régions excentrées sur le modèle des impératifs du marché. Cette position n'a pu s'imposer jusqu'à présent dans la politique régionale, cependant elle est plus présente dans d'autres politiques sectorielles de la Confédération, par exemple dans le domaine des parcs (création de nouveaux parcs ou réserves naturelles en Suisse) où dans la révision de la politique agricole (Lehmann et al., 2007).

3/ Une position écologiquement durable, qui voit une nouvelle politique des régions de montagne comme l'élément d'une politique économique globale plus juste, basée sur le développement durable. Selon cette position, les régions de montagne en général (et donc également les Alpes) sont les grands perdants de la globalisation (CIPRA, 2007). Ses populations ainsi que ses représentants politiques devraient de ce fait être enclins à donner leur soutien à des approches écologiques durables. En raison de ses orientations actuelles, cette position n'est pas visible à ce jour dans la politique régionale, mais elle est pratiquée depuis longtemps par des organisations privées dans des projets de coopération.

- 19 La critique de la Nouvelle politique régionale se concentre d'une part sur des aspects fondamentaux relatifs à la politique économique, qui se rapportent à des positions de base économique-éthiques, environnementales et sociopolitiques (entre autres : Ulrich, 2005 ; Ulrich, 2008). D'autre part, toute une série d'aspects opérationnels sont également critiqués (Siegrist et al., 2009) : la critique centrale concerne la représentation de la compétitivité des régions excentrées dans la Nouvelle politique régionale. Pour des raisons structurelles, celle-ci ne peut être atteinte dans les conditions cadres économiques actuelles. Si les hautes valeurs pittoresques et écologiques doivent être préservées, les zones périphériques devront encore à l'avenir pouvoir compter sur les paiements de transfert de l'Etat, ceci afin d'essayer de compenser les asymétries immanentes au système de la politique métropolitaine.
- 20 Un autre point de critique de la Nouvelle politique régionale concerne l'engagement de la responsabilité de l'Etat à l'échelle de l'ensemble du pays. Dans la Constitution fédérale Suisse figure une mission d'occupation décentralisée du territoire. Cependant, en politique, la tendance prédominante est que l'Etat se défasse de sa responsabilité à l'échelle de la totalité du pays. Il n'y a en soi rien à dire contre la politique métropolitaine globale tant que cette stratégie ne pèse pas uniquement sur les périphéries. Cependant, quand l'Etat abandonne la périphérie du fait d'une promotion effrénée des métropoles, ce processus apparaît déraisonnable et politiquement inacceptable.
- 21 La problématique de la cohésion est également perçue comme un sujet de critique étant donné que, sans la prise en compte des zones périphériques, la cohésion du pays peut, à

moyen ou à long terme, être mise en danger. Si la Nouvelle politique régionale offre beaucoup de perspectives pour les espaces métropolitains et les centres, elle en offre au contraire très peu pour les zones potentiellement faibles des régions de montagne. Le renforcement des centres (y compris dans les régions de montagne) et des régions proches des centres est un but important de la politique régionale nouvelle, orientée davantage vers la compétition. Mais dans ce contexte, seules les villes et les centres économiques du pays sont soutenus, au détriment des régions périphériques. Dans l'esprit d'une responsabilité à l'échelle de l'ensemble du pays, il serait cependant important que les cantons et la Confédération s'engagent fortement pour les zones périphériques.

- 22 Le fait que la Nouvelle politique régionale renonce à une politique de subvention nuancée en fonction des différents types de régions est également à critiquer. En effet, il existe d'importantes disparités socio-économiques entre les régions de montagne, par exemple entre vallées et montagnes, et entre centres régionaux et communes périphériques fortement agraires.

Bilan

- 23 La Nouvelle politique régionale n'utilise que trop peu les marges de manœuvre qui découleraient d'une poursuite conséquente des buts du développement durable. Une politique régionale durable devrait mettre en valeur les avantages écologiques existants et les potentiels des régions de montagne, plutôt que de se limiter à poursuivre des buts unilatéraux de développement économique et de croissance. Un engagement renforcé de politique régionale de la part du secteur public dans les régions de montagne ne se justifie que si celui-ci est lié à une politique de développement durable conséquente, surtout au niveau écologique et social. C'est uniquement dans ce cas qu'il deviendra alors possible de compenser les déficits correspondants, dans le sens d'un partage territorial du travail ou d'une coopération fonctionnelle.

Le Développement durable comme contre stratégie d'opposition

- 24 Si une politique régionale durable doit être mise en œuvre, il est nécessaire de définir des objectifs clairs ainsi qu'une série de mesures crédibles. On recherche ici un positionnement conciliateur qui permette de rassembler les trois directions abordées dans la discussion sur la politique régionale, et qui prenne en compte les exigences économiques, les besoins de la société et les buts du développement durable afin de représenter une stratégie porteuse d'avenir.
- 25 Au travers des trois thèses suivantes, il sera démontré comment, sur la base des paiements de transfert de l'Etat –en tant que comme expression de l'intérêt de la société et de l'intérêt public pour les régions de montagne–, les structures commerciales seront fortement adaptées et deviendront ainsi viables.

Thèse I : la politique régionale suit les principes du développement durable

- 26 Selon les objectifs de la Constitution fédérale suisse, les zones ultrasensibles comme les zones de montagne, devraient uniquement se développer dans un esprit de durabilité. Afin de saisir ses principes dans des programmes d'action, le concept de « développement de stock de capital » est adapté. Celui-ci découle des deux définitions du développement durable de la Commission Brundtland (1987)⁶ et de la Banque Mondiale (1997)⁷. La première met au centre la conservation de la vie et des conditions économiques des générations futures, la deuxième vise à la création d'un portfolio de valeurs en capital pour la mise en place de potentiels de développement.
- 27 Dans le modèle du stock de capital du développement durable (Siegrist et al., 2009 et Brunner et al., 2010) les capitaux sont des ressources qui sont disponibles dans un site économique ou qui devraient être créés, afin qu'une région puisse se développer en fonction du développement durable. Ils représentent le potentiel économique intrinsèque du site ; il est important de reconnaître ce potentiel et de le développer au travers d'efforts communs.
- 28 Le stock de capital se manifeste sous la forme de quatre formes de capital différentes et qui ne peuvent pas être complètement substituées, à savoir :
1. le capital naturel (flore et faune, paysage de nature, eau, matières premières, etc.)
  2. le capital social (valeurs et normes, traditions, participation et coopération, etc.)⁸
  3. le capital économique (capital réel sous forme d'infrastructures, de moyens de production, de structures organisationnelles, institutions et entreprises, etc.)
  4. le capital humain sous forme de savoir spécialisé et de compétences, santé physique et psychique, etc.
- 29 Ces quatre stocks de capital sont ainsi la ressource de base pour la création de richesses d'une région, autrement dit le potentiel d'un site. La politique régionale, sous le signe du développement durable, a pour tâche de déterminer les potentiels des sites, d'éveiller la conscience de la population et de faire valoir les stocks de capital sans les épuiser ; au contraire ils doivent être continuellement développés. Des processus participatifs soutiennent cette stratégie.

Thèse II : La politique régionale favorise la participation

- 30 La participation peut être interprétée comme un processus de participation ou de coopération avec des parties prenantes de l'économie, du secteur public et de la société civile. Parallèlement à son importance en tant que qualité émancipatrice de la société, elle doit également être utilisée comme instrument de politique régionale, particulièrement pour la détermination du potentiel d'un site et pour la définition des objectifs pour le développement régional durable. Elle n'est donc plus vue comme un amalgame de décisions entrepreneuriales individuelles ou comme une coordination purement technique et bureaucratique, mais bien comme un processus collectif.
- 31 Comme dans les entreprises, la conduite du développement régional se déroule en suivant un cycle défini selon les 5 critères suivants (Brunner et al., 2010.) :
- 1) Diagnostiquer la situation actuelle, décrire les potentiels de la région, les ressources à savoir respectivement les trois formes de capital ;

- 2) Développer des visions de l'avenir, déduire des stratégies, formuler des objectifs ;
  - 3) Elaborer des mesures, créer des plans de développement, entreprendre les réalisations ;
  - 4) Evaluer constamment les processus de développement, modifier les stratégies et les buts ;
  - 5) Contrôler le développement du stock de capital, et respectivement la création des trois formes de capital.
- 32 Les mesures concrètes ainsi que les processus de conception du développement régional contiennent aussi bien des projets collectifs (comme par exemple des manifestations et des investissements des communes) que des projets entrepreneuriaux intégrés dans un cadre général. Ainsi au travers de ces cycles participatifs, les différentes parties prenantes sont intégrées dans les processus de développement et se considèrent de plus en plus comme des acteurs régionaux responsables ayant pour but principal l'organisation de leur lieu de vie et d'activité économique.

Thèse III : La politique régionale promeut les réseaux et les processus de cluster

- 33 Au travers de la participation à des processus de développement régionaux, des réseaux (de branche) solides se constituent, qui poursuivent leurs visions et buts communs. La collaboration en matière de conception dans des branches isolées n'est cependant pas suffisante pour intégrer l'ensemble des tâches dans le contexte régional. A cette fin, aussi bien à l'intérieur des régions qu'entre les régions, des structures de cluster et un processus de cluster sont nécessaires. Grâce à cette coopération, des « marques » ancrées dans la région, qui peuvent même parfois comprendre plus d'une entreprise, peuvent être créées et cultivées, surtout dans le domaine du tourisme. Au sein de telles marques, les visions et buts communs se consolident et se transforment en produits viables qui se vendent sur le marché (global) grâce à des actions de marketing communes (Lukesch et al., 2010)

Perspective : Politique régionale et développement régional durable

- 34 Une politique régionale durable n'est réalisable que si les obstacles de la politique sectorielle toujours en vigueur sont surmontés. La façon sectorielle de penser bloque la collaboration nécessaire dans les régions –à l'échelle politique comme dans la population. Elle mène ainsi à une fragmentation des moyens toujours plus restreints du secteur public. Des stratégies déclenchées par des processus participatifs montrent comment un développement régional général, porté et soutenu par une majorité de la population, doit avoir lieu. Au travers d'un effort de persuasion, il est nécessaire de motiver la population et les responsables régionaux à réfléchir et à agir en commun.
- 35 Il reste à savoir ce qui devrait se passer dans des régions substantiellement et structurellement affaiblies à cause de décennies d'exode, là où aucun investisseur ne veut se rendre pour valoriser les ressources encore disponibles. La politique régionale va devoir se préoccuper ouvertement de cette problématique, tout en examinant

comment un déclin souhaité et structuré pourrait avoir lieu dans certains secteurs régionaux. Éviter de parler de ce sujet n'est que peu efficace étant donné que ce déclin est en cours depuis longtemps, de manière silencieuse, peu visible et jusqu'à présent totalement désorganisée.

Figure 1 : Le modèle du stock de capital (source : Siegrist et al., 2009).

BIBLIOGRAPHIE

- BARRO R., SALA-I-MARTIN X., 1995. – *Technological diffusion, convergence, and growth*. MIT Press : Cambridge, MA.
- BARRO R., SALA-I-MARTIN X., 2004. – *Economic growth*. MIT Press : Cambridge, MA.
- BÄTZING W., DICKHÖRNER Y., 2001. – “Die Bevölkerungsentwicklung im Alpenraum 1870 – 1990 aus der Sicht von Längsschnittanalysen aller Alpengemeinden”. *Revue de Géographie Alpine*, 89/2001, Nr. 1.
- BOESCH M., RENNER E., SIEGRIST D., 2008. – ““Brand-Scaping” : From Traditional Cultural Landscapes to “Label Regions”. A Strategic Scheme to Achieve Sustainable Regional Development in the Swiss Alps”. *Mountain Research and Development*, Special Issue NFP48 28 2, pp. 100-104.
- BOESCH M., 1996. – “Neue Perspektiven für den ländlichen Raum”. *BVR-Informationen*, 20 4, pp. 33-44.
- BRUNNER A., KAEGLI E., RENNER E., 2010. – *Das Kapitalstockmodell als Basis für eine nachhaltige Entwicklung*. Arbeitspapier Institut für Nachhaltige Entwicklung, ZHAW INE. Winterthur.
- BUNDI M., 1989. – *Zur Besiedlungs- und Wirtschaftsgeschichte Graubündens im Mittelalter*. Calven Verlag : Chur.

- CIPRA, 2007. – *Wir Alpen. Menschen gestalten Zukunft*. 3.Alpenreport. Herausgegeben von der Internationalen Alpenschutzkommission CIPRA. Haupt-Verlag, Bern.
- DIENER R., HERZOG J., MEILI M., DE MEURON P., SCHMID C., 2005. – *Die Schweiz. Ein städtebauliches Portrait*. ETH Studio Basel. Institut Stadt der Gegenwart. Birkhäuser : Basel, Boston, Berlin.
- EXPERTENKOMMISSION, 2003. – *Neue Regionalpolitik NRP. Überprüfung und Neukonzeption der Regionalpolitik*. Bern.
- FREY R. L., 2008. – *Starke Zentren, starke Alpen. Wie sich die Städte und ländlichen Räume der Schweiz entwickeln können*. Zürich.
- GÄRTNER M., 2009. – *Macroeconomics*. Prentice Hall, London.
- HASSLACHER P., 2000. – “Die Alpenkonvention – eine Dokumentation”. *Fachbeiträge des Oesterreichischen Alpenvereins*. Serie: Alpine Raumordnung N°. 17. Innsbruck.
- LEHMANN B., STEIGER U., WEBER M., 2007. – *Landschaften und Lebensräume der Alpen. Zwischen Wertschöpfung und Wertschätzung. Reflexionen zum Abschluss des Nationalen Forschungsprogramms 48*. Schlussbericht NFP 48. Zürich.
- LUKESCH R., PAYER H., WINKLER-RIEDER W., 2010. – *Wie gehen Regionen mit Krisen um ? Eine explorative Studie über die Resilienz von Regionen*. Wien.
- REGIOSUISSE, 2010. – *Die regionalwirtschaftliche Entwicklung in der Schweiz*. Monitoringbericht 2009. Bern.
- SAB, 2010. – *Das Schweizer Berggebiet 2010. Fakten und Zahlen*. SAB Bern 2010.
- SIEGRIST D., BOESCH M., RENNER E., 2009. – *Labelregionen. Strategie für eine nachhaltige Regionalentwicklung im Alpenraum*. Forschungsbericht NFP 48. vdf Hochschulverlag : Zürich.
- ULRICH P., 2005. – *Zivilisierte Marktwirtschaft: Eine wirtschaftsethische Orientierung*. Herder, Freiburg/Basel/Wien
- ULRICH P., 2008. – *Integrative Wirtschaftsethik: Grundlagen einer lebensdienlichen Ökonomie*. 4. Auflage. Haupt, Bern/Stuttgart/Wien.
- WCED, 1987. – *World Commission on Environment and Development (Eds.): Our common future*. Oxford University Press. Oxford.
- WORLD BANK, 1997. – *Expanding the Measure of Wealth: Indicators of Environmentally Sustainable Development*. Washington D.C.

NOTES

1. Ce ne sont évidemment pas les emplacements eux-mêmes qui effectuent ceci mais les différents acteurs qui utilisent ces sites, même virtuellement au travers de plateformes de communication qui peuvent être clairement identifiées au lieu.
2. Par exemple le Projet Sawiris à Andermatt en Suisse (<http://www.anderstatt-swissalps.ch>), ou les critères de sélection et les décisions des emplacements pour les jeux olympiques.
3. Les instruments de la politique régionale en Suisse sont représentés de manière résumée sur le site internet suivant : <http://www.regiosuisse.ch/politique-regionale.ch>
4. Un réajustement de la Nouvelle politique régionale (NPR) a eu lieu le 1er janvier 2008.
5. <http://www.seco.admin.ch/stabilisierungsmassnahmen/03060/03076/03078/index.html?lang=de>

6. Le développement durable «est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leur propres besoins» (WCED 1987).

7. «Sustainable development is a process of managing a portfolio of assets to preserve and enhance the opportunities people face.» (World Bank 1997).

8. Cf. à ce propos : Lukesch et al. 2010.

RÉSUMÉS

L'écart entre les centres et les périphéries se creuse et l'exode des régions excentrées augmente. Dans les zones moins attractives, on dissout les infrastructures et les sites de production, ou, pour le moins, on ne les développe pas au même rythme que dans les métropoles. La Nouvelle politique régionale de la Suisse poursuit une direction orientée plus fortement vers l'économie que la politique de ses prédécesseurs. Son objet n'est plus la conciliation entre les régions, le maintien de l'occupation décentralisée du territoire et donc l'empêchement de l'exode des régions de montagne, mais plutôt la promotion des centres économiques. Si une politique régionale durable doit être mise en œuvre, il est aussi nécessaire de définir des objectifs clairs ainsi qu'une série de mesures probantes pour les régions périphériques. Parallèlement les obstacles de la politique sectorielle toujours en vigueur doivent être surmontés. Il reste à savoir ce qui devrait se passer dans les régions substantiellement et structurellement affaiblies à cause de décennies d'exode, là où aucun investisseur ne veut se rendre pour valoriser les ressources encore disponibles. La politique régionale va devoir discuter ouvertement de cette problématique, mais aussi déterminer comment un déclin souhaité et structuré pourrait avoir lieu dans certains secteurs régionaux. Éviter de traiter un tel sujet serait peu efficace étant donné que ce déclin est en cours depuis longtemps, de manière silencieuse, peu visible et jusqu'à présent totalement désorganisée.

The gap between urban centres and peripheral areas is widening and the depopulation of remote regions is increasing. In the less appealing areas, infrastructures and production plants are being wound up or, at least, not developed at the same rhythm as in urban agglomerations. Switzerland's New Regional Policy (NRP) focuses more intensely on the economy than the previous policies did. It no longer targets regional balance, or maintenance of regional occupation in decentralized areas thus preventing depopulation of mountain regions, but is focusing on promoting economic centres. Although a sustainable regional policy must be implemented, it is also fundamental to define clear objectives and a range of conclusive measures for the peripheral areas. At the same time, the obstacles of the sectoral policy still in effect today, must be overcome. It remains to be seen what is likely to happen in regions that have been substantially and structurally weakened by decades of depopulation; regions where investors prefer not to venture to develop resources that are still available. Regional policy must discuss this issue openly, and also determine how a desired and structured decline may be implemented in certain regional areas. It would be considered highly ineffective to avoid such a subject, as this decline has been progressing for a long time, silently, quite invisibly, and in a totally disorganized manner until now.

INDEX

Mots-clés : politique régionale, durabilité, métropoles, zone périphériques, déclin

Keywords : regional policy, sustainability, urban agglomerations, peripheral areas, decline

AUTEURS

MARTIN BOESCH

Station de recherche pour la géographie économique et la politique d'aménagement du territoire, Université de St-Gall, martin.boesch@unisg.ch

ERICH RENNER

Division logistique, mobilité et développement durable, School of Engineering, Haute Ecole des sciences appliquées de Zürich.

DOMINIK SIEGRIST

Institut für Landschaft und Freiraum, HSR Hochschule für Technik Rapperswil, dsiegris@hsr.ch